

Extrait du Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde

<http://senemag.free.fr>

IMMOBILIER ET TRANSFERT D'ARGENT AU SENEGAL : Ça pue le blanchiment, selon le Giab

- Economie -

Date de mise en ligne : vendredi 8 avril 2011

Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde

L immobilier, le transfert informel d argent, le trafic de pierres précieuses et la drogue sont épinglés comme source de blanchiment d argent dans le rapport 2010 du Groupe intergouvernemental d action contre le blanchiment (Giaba). En effet, d après l organisme de la Communauté économique des Etats de l Afrique de l Ouest, « le marché florissant de l immobilier de Dakar est largement financé en liquidités ». Pis, « la propriété et le transfert de biens ne sont pas transparents » Ainsi, « le boom continu de la construction et les prix élevés des biens laissent penser qu il y a de plus en plus de fonds d origine douteuse en circulation au Sénégal ».

source : www.poxibaar.com - 8 Avril 2011

Sur le boom immobilier, **Ngouda Fall Kane**, président de la Cellule nationale de traitement de l information financière (**Centif**), le correspondant du **Giaba** au Sénégal, même s il se veut « prudent » vu les sources de financement, constate qu il y a « un déphasage aujourd hui entre le financement et ce boom immobilier ». Il ajoute qu « une partie de ce financement pourrait provenir du blanchiment d argent ».

D ailleurs, dans son rapport 2010, le Giaba estime que « le Sénégal a besoin d assistance pour élaborer un cadre complet de surveillance du secteur des Epnfd (Ndlr : Entreprises et professions non financières désignées), particulièrement du secteur de l immobilier et des prestataires de services professionnels avocats, comptables et audits- qui appuient ce secteur ». Parce que « le dossier des condamnations pour blanchiment de capitaux est très peu fourni et le pays va grandement bénéficier d un programme de renforcement de capacités pour ses enquêteurs, procureurs et le judiciaire ».

Autre source de blanchiment décelé par le Giaba, les réseaux informels de transfert d argent et l accroissement de la vente de véhicules d occasion. « La présence croissante d hawala (Ndlr : escroquerie sur Internet) ou d autres réseaux informels de transfert d espèces et le nombre croissant de véhicules d occasion importés suggèrent également l existence de blanchiment d argent et de convoyeurs d espèces ».

A cela, il faut ajouter parmi les autres sources de blanchiment « le transport d espèces, d or et de pierres précieuses à travers l aéroport du Sénégal et à travers les frontières poreuses, particulièrement vers la Gambie ». Le Giaba n occulte pas également « les produits de corruption et de détournements générés au niveau national qui sont les principaux crimes sous-jacents prévalant au Sénégal ». De ces produits, il y a « le trafic de drogues qui est un autre problème auquel le pays est confronté ». Car, « beaucoup de ressortissants étrangers utilisent le pays comme plaque tournante pour exporter de la drogue vers l Europe et d autres destinations ». D ailleurs, « le rang du pays sur l Indice de perception de la corruption de Transparency International continue d empirer, passant de la 85e à la 99e place respectivement en 2008 et 2009, à la 105e place en 2010. Ce qui dénote un effort moins proportionnel de la part des autorités pour assurer et améliorer la bonne gouvernance ».

La Centif invitée à surveiller les institutions de micro finance L une des fortes recommandations du rapport 2010 du Groupe intergouvernemental d action contre le blanchiment d argent, c est de demander à la Cellule nationale de traitement de l information financière (Centif) de se pencher sur les cas des institutions de micro finance (Imf). « La Centif doit aller davantage vers les institutions financières non bancaires pour assurer une meilleure compréhension du contenu et des exigences de tenue de dossiers des Dts (Ndlr : déclaration de transaction suspecte) », dit le Giaba dans son rapport.

Une suggestion formulée du fait que « le secteur financier du Sénégal est segmenté et est constitué d une gamme diversifiée d institutions qui ne sont pas encore pleinement intégrées » dans la lutte contre le blanchiment de

capitaux et le financement du terrorisme (Lbc/Ft). « Il y a environ 300 opérateurs de micro finance et ce segment de marché est dirigé par sept groupes qui détiennent 70% de parts de marché. Le pays jouit d'un secteur de micro finance dynamique : les grandes Imf sont saines et rentables, mais les plus petites sont fragiles et la supervision du secteur a besoin d'être renforcée », ajoute le Giaba.

Autres recommandations, le Giaba suggère au Sénégal de travailler à la réalisation de « la transparence dans ses secteurs financier et immobilier, et continuer à encourager la population à utiliser le système bancaire formel ». Les autorités doivent « continuer à lutter contre la corruption de façon transparente et accroître la fréquence, la transparence et l'efficacité des revues et audits financiers des institutions financières ». Sans oublier d'« établir un meilleur contrôle uniforme du flux transfrontalier de devises et d'autres instruments négociables au porteur pour aussi bien les résidents que les non-résidents ». Pour les autorités d'application et les douanes sénégalaises, elles doivent « développer leur expertise dans l'identification et les enquêtes aussi bien du blanchiment d'argent traditionnel que du blanchiment d'argent au sein de l'économie informelle ».

Bachir FOFANA

lire aussi sur www.lequotidien.sn (08 Avril 2011) : [Blanchiment d'argent en Afrique de l'Ouest : 36 500 milliards salissent l'espace Cedeao chaque année](#)
